

C. B. Macpherson, *Principes et limites de la démocratie libérale*, traduit de l'anglais par André D'Allemagne, Montréal-Paris, Boréal Express La Découverte, 1985.

André Vachet

Numéro 9, hiver 1986

Démocratie et libéralisme

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040519ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040519ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Vachet, A. (1986). Compte rendu de [C. B. Macpherson, *Principes et limites de la démocratie libérale*, traduit de l'anglais par André D'Allemagne, Montréal-Paris, Boréal Express La Découverte, 1985.] *Politique*, (9), 169–176.

<https://doi.org/10.7202/040519ar>

RECENSIONS

C.B. Macpherson, *Principes et limites de la démocratie libérale*, traduit de l'anglais par André D'Allemagne, Montréal-Paris, Boréal Express La Découverte, 1985.

L'œuvre de C.B. Macpherson est mondialement reconnue et discutée. Ses ouvrages sont rapidement devenus des «classiques» faisant objet de thèses et de cours. D'abord, au début des années 1960, son interprétation du libéralisme comme «individualisme possessif» en a complètement renouvelé la compréhension et a incité un certain nombre d'entreprises inédites de synthèses. Il en est résulté une définition des contours et de la structure de l'idéologie libérale, ce que n'avaient pas dégagé les analystes antérieurs limités dans le meilleur des cas à un compte rendu des positions des divers penseurs libéraux ou à une histoire des faits du libéralisme. Puis, les travaux de C.B. Macpherson sur la théorie démocratique ont imposé la reconnaissance non seulement de la spécificité théorique et pratique de la démocratie ou de la multiplicité historique de ses formes, mais aussi des incompatibilités de la démocratie «pure» et du libéralisme. Ainsi la démocratie libérale ne peut plus apparaître comme un modèle ou un idéal exclusif, ni même comme un archétype. En plus, elle est un hybride dont la réussite suit la dénaturation de la démocratie. C'est d'ailleurs les diverses formes historiques de ce processus que veut illustrer *Principes et limites de la démocratie libérale*, traduction de *The Life and Times of Liberal Democracy*, tout en proposant les corrections minimales à apporter pour qu'un nouveau croisement

de l'idéal libéral et de la démocratie corrige les malformations des premiers rejets.

Inutile ici de résumer l'ouvrage dont le contenu est connu par la version originale. Rappelons tout de même, tant les préjugés persistent, que le mariage de la démocratie et du libéralisme ne va pas de soi. Loin de là! En effet, le libéralisme, dès ses débuts, chez Locke, les Physiocrates, Smith, par exemple, s'est affirmé et développé explicitement comme fonction d'une société hiérarchique de classes, même si le plus souvent la thèse de l'harmonie des intérêts a réussi à occulter la lutte des classes (Ricardo étant une exception notable). Pour sa part, si la démocratie a été, elle aussi, conçue à l'origine comme étant le règne d'une classe, la plus nombreuse, la «mauvaise», celle «des pauvres, des ignorants et des incompetents» (p. 12), sa théorie va se reformuler à partir surtout du XVI^e siècle (More, Campanella, etc.) comme forme d'une société sans division de classes ou à classe unique. Pour être intégrée au libéralisme, la démocratie devra être redéfinie comme la forme politique de la «société de marché capitaliste divisée en classes» (p. 36). Ce qui devient concevable «lorsque les théoriciens libéraux [...] ont trouvé des raisons de croire que le suffrage universel et l'égalité du vote ne constituaient pas un danger pour la propriété ni pour la société de classes» (p. 13).

Ici, dans peut-être les meilleures pages de l'ouvrage (p. 82 et suivantes), du moins les plus provocantes, Macpherson va décrire ce processus de domestication de la démocratie par le libéralisme. Pour cela, il va démontrer le mécanisme politique de la démocratie libérale (système électoral, système de partis, suffrage universel même) et faire voir comment l'idéal démocratique y est réduit et transformé et comment ses fonctions sont redéfinies pour assurer l'ajustement de la société politique à la loi du marché capitaliste.

Ainsi, par exemple, dans la mesure où l'on postule avec Macpherson que l'idéal de la démocratie comprend essentiellement

le développement et l'affirmation des potentialités positives de chacun (p. 83), il faut reconnaître que sa traduction empirique et «fonctionnelle» dans un mécanisme électoral en renverse la finalité et en rend le sens équivoque. En effet, tout système électoral, les démocrates grecs l'avaient déjà compris, conduit non seulement à une oligarchie ou à une «méritocratie», mais entraîne nécessairement l'apathie de la majorité, sa «minorisation», sa réduction au silence (la majorité silencieuse) sinon pour des fonctions symboliques et innocentes. Le pouvoir, qui comprend non seulement le pouvoir économique, mais aussi la possibilité de s'affirmer, la maîtrise de soi, l'autonomie, etc., le pouvoir donc est nécessairement transféré à la minorité élue ou dirigeante. Il en suit que tout système électoral réduit l'espace et la possibilité de la démocratie.

Or c'est même une démocratie ainsi réduite que grève encore plus et modifie la structure de partis comme l'a plus d'une fois répété Jean-Jacques Rousseau. C'est que l'organisation de l'expression des intérêts par l'institutionnalisation des partis tend à délier les «représentants», les élus, des obligations ou des exigences de la représentation des intérêts au profit de la fidélité à la direction ou à la «ligne» de parti. Par là, est évidemment neutralisé «le poids numérique des différents groupes d'intérêts en cause» (p. 84), spécialement les défavorisés, les pauvres, les non-instruits, etc. Ce qui était essentiel à l'établissement de la démocratie libérale avec le suffrage universel. Mais il est aussi essentiel de neutraliser l'action des classes sociales les plus nombreuses, du moins au plan politique, au plan du pouvoir social institutionnalisé (l'échec répété des partis de classe, leur élimination même, dans les démocraties libérales trouve sans doute ici une explication). Est aussi de conséquence, l'accentuation de la concentration du pouvoir politique par les élites dirigeantes, les «permanents» et les «machines» de parti, le tout formant un groupe de plus en plus hiérarchisé et clos comme l'illustre la réduction à un rôle symbolique des assemblées nationales devenues des anachronismes hérités de l'époque

où le petit nombre des électeurs leur donnait les moyens de contrôler leurs représentants. La concentration du pouvoir politique en vient même à mettre en cause les exécutifs eux-mêmes pris comme tout («super-cabinets de ministres», «comités de priorités», etc.).

Il en résulte que le suffrage universel et égalitaire n'est pas en lui-même une panacée démocratique, ni même une menace pour une société hiérarchique de classe comme semble l'avoir redouté un John Stuart Mill. On a pu ainsi facilement «concilier le suffrage universel égalitaire et le maintien des inégalités sociales» (p. 89) et, ajoutons, le maintien d'une structure de pouvoir. Le suffrage universel ayant été ainsi «domestiqué» (p. 82), la société libérale a pu dans ce sens prendre facilement une forme démocratique réduite sans se modifier fondamentalement.

Mais sur cette base, la théorie démocratique, pour sa part, devra être effectivement reformulée. Il en résultera trois modèles distincts, mais toujours fonction d'un premier principe unique et déterminant, la loi du marché capitaliste. Ce sera d'abord, avec Jeremy Bentham et James Mill, la *démocratie de protection*, protection des gouvernés contre les gouvernants. Puis la *démocratie d'épanouissement* qu'introduit John Stuart Mill en y insérant une dimension éthique visant le développement des potentialités individuelles et que reformulent divers théoriciens au début du XXe siècle (Baker, Lindsay, Mac Iver, Dewey, Hobhouse, etc.) en négligeant les rapports de classes et l'exploitation. Enfin, la *démocratie d'équilibre* ou le pluralisme politique conçu, à partir de Joseph Schumpeter surtout, comme un système non d'égalité mais d'équilibre entre les diverses forces et élites en lutte pour la direction de la société et l'exercice du pouvoir sur la base d'une large et nécessaire apathie populaire.

Pour Macpherson, un quatrième modèle, la *démocratie de participation* est concevable et possible; d'ailleurs elle s'annonce même quoique de façon imprécise et confuse.

Mais ici les difficultés apparaissent diverses et multiples malgré l'optimisme relatif de l'auteur (p. 17, 140, 148). Problèmes techniques d'abord (le nombre des participants p. 123 et suivantes) qui peuvent sembler insolubles (p. 127). Problèmes de stratégie ensuite découlant de la nature du changement (question de la conscience sociale, celle de la persistance des inégalités sociales et économiques, celle de la structure de l'ordre politique existant, etc., p. 128, 129, 145), ce qui peut laisser à penser que l'établissement de la démocratie de participation contient un cercle vicieux, le changement supposant la démocratie et celle-ci, le changement (p. 130). Problèmes sociologiques et éthiques, enfin, l'homme moderne occidental se définissant comme individu consommateur peu enclin à se préoccuper du bien commun (p. 132). Il est cependant peut-être possible de dépasser ces problèmes comme semble le suggérer Macpherson mais avec combien de précautions que devrait avoir renforcées l'évolution des dernières années. Tout de même la prise de « conscience du coût réel de la croissance économique, la perception du prix de l'apathie politique et enfin le scepticisme quant à la capacité de l'entreprise capitaliste de répondre aux attentes du consommateur tout en maintenant les inégalités » (p. 138) sont autant de signes permettant de croire que l'hypothèse de la démocratie de participation n'est pas une « prophétie » mais une possibilité (p. 140).

Mais ce modèle pose aussi une difficulté au plan théorique et méthodologique si l'on implique avec Macpherson que l'idéal de la démocratie libérale contient deux éléments nécessaires : d'une part en tant que démocratie, il s'agit d'un système qui favorise « l'épanouissement personnel et le sens de la collectivité » (p. 83); d'autre part et surtout, en tant que libérale, elle maintient la loi du marché capitaliste qui, suite au transfert de pouvoir qui y est inhérent, suppose une société hiérarchique de classes. Alors concevoir « un nouveau modèle authentique de la démocratie libérale qui ne soit pas fondé sur la loi du marché capitaliste » (p. 27) revient

à changer le sens et la définition de la «démocratie libérale». En la détachant de la loi du marché capitaliste, on la détache, selon les principes mêmes de l'analyse de Macpherson, de «l'individualisme propriétaire» qui maintenait la primauté de l'intérêt individuel sur le «sens collectif» (p. 129) et qui en déterminait le contenu et le sens global.

Ainsi, ou bien la démocratie de participation ne peut logiquement être autre chose qu'une reprise ou une variante «modernisée» de la démocratie d'épanouissement proposée par John Stuart Mill, alors elle est grevée des mêmes limites et présente les mêmes difficultés que Macpherson détaille bien (ch. III). Ou bien elle est une forme globale inédite de la société qui s'instaurerait «dans la mesure où les rapports entre le capital et le travail qui existent dans nos sociétés auront subi des transformations fondamentales, étant donné que les rapports capitalistes produisent et reproduisent les oppositions de classes» (p. 143). C'est donc dire que le libéralisme comme système social est alors effectivement aboli de sorte que parler de «démocratie libérale» n'a plus de sens. Peut bien demeurer un ensemble d'aspirations et de principes éthiques qui se sont retrouvés, à des degrés, et dans des sens divers, portés par le libéralisme (libération de tous les champs de l'expression humaine, «l'égalité de droits de tous les hommes et de toutes les femmes en ce qui a trait à leur plein épanouissement et à la mise en valeur de leurs aptitudes», etc., p. 148). Mais tout cela tient beaucoup plus à l'aspiration à la liberté et à l'affirmation du moi qui est une des valeurs déterminantes de la civilisation occidentale et de l'idéal démocratique qu'au libéralisme comme Macpherson semble l'impliquer de façon trop exclusive. Prise de façon rigoureuse, la démocratie de participation n'a rien de commun avec le libéralisme sinon une source commune dont les cours ensuite les éloignent en les distinguant. Malgré ses efforts (p. 26-27, 148) Macpherson ne parvient pas à convaincre du contraire.

Enfin sans reprendre ce que d'autres critiques ont remarqué et auxquels Macpherson a répondu souvent avec pertinence, il faut signaler deux autres difficultés que posent *Principes et limites de la démocratie libérale* et, au-delà, l'interprétation que son auteur fait de la démocratie libérale.

D'abord le postulat qui tient que tout marché véritable est un marché capitaliste, c'est-à-dire un processus d'échange dans lequel la valeur d'usage (la nature et la qualité) n'est que la pure médiation indifférente entre la valeur d'échange et la valeur d'échange augmentée de la plus-value réalisée, ce qui est le but exclusif de toute l'opération. Au mieux ce postulat implique le passage illégitime du fait au droit, de l'histoire à l'axiomatique, passage entâché d'une positivisme d'assez mauvais aloi; au pire il tient à une double erreur de perspective, historique d'abord, de méthodologie ensuite. C'est comme si l'on posait en principes que l'existence en Occident de la démocratie libérale minait nécessairement et radicalement la possibilité de tout autre type de démocratie, y compris la démocratie de participation.

De plus de conséquence encore, sans doute, l'exclusion implicite du pouvoir de l'analyse de la démocratie libérale. Dans tout l'ouvrage, à peine a-t-il fait allusion une seule fois «aux inégalités qui ont trait au pouvoir» que laisserait intactes une politique étatique de redistribution des revenus (p. 144). En fait, le pouvoir n'est pas ignoré, mais il est réduit à l'exploitation; n'est que la capacité de tirer profit (une plus-value) des autres, ce qui, dans la société capitaliste, se réalise ultimement par le marché qu'il faut donc abolir pour permettre la liberté, mais alors celle-ci n'est mesurée que par l'absence d'exploitation et non par l'absence de coercition, le problème de la coercition sociale ou le problème politique du pouvoir comme capacité de modifier les conditions (positives ou négatives) d'existence et d'affirmation de soi-même ou des autres demeure entier. Réduire le pouvoir à

l'exploitation c'est le concevoir seulement en tant que pouvoir de classe et négliger (ou y réduire) toutes ses autres formes (étatique, militaire, judiciaire, culturelle, nationale, sexiste, symbolique, etc.) comme le fait trop souvent l'analyse marxiste.

Or ce problème, cette réduction, est peut-être la pierre d'achoppement de toute théorie démocratique et certainement des théories démocratiques radicales, de l'anarchisme à l'autogestion. Elles mettent le pouvoir entre parenthèses, faute d'être capable de le maîtriser, mais par là elles le laissent théoriquement et pratiquement libre et disponible, oubliant que la liberté du pouvoir est l'obstacle premier à la liberté des personnes et des sociétés. Ce qu'avaient tout de même compris un Montesquieu et un Condorcet. Cette difficulté à assumer le pouvoir dans son intégralité semble être la limite ultime de la démocratie qu'elle soit libérale ou participative. C'est aussi la limite de l'ouvrage par ailleurs significatif et important de C.B. Macpherson.

André Vachet
Université d'Ottawa